



OBSERVATOIRE
de la Turquie et de
son environnement
géopolitique

LES TURCS EN AFRIQUE : DISCRETS MAIS PRÉSENTS

Selin Gücüm / Diplômée en Sciences politiques

Décembre 2023



PRÉSENTATION DE L'AUTRICE



Selin Gücüm est diplômée en Sciences politiques, alumni de l'Institut catholique de Lille ESPOL et de la London School of Economics and Political Science.

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE

Sous la direction de **Didier Billion**, directeur adjoint de l'IRIS, l'Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique se propose de contribuer à une meilleure compréhension des évolutions politiques, sociales, économiques, culturelles et géopolitiques de la Turquie contemporaine.

Inscrit dans le cadre du Programme Moyen-Orient / Afrique du Nord de l'IRIS, l'Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique se veut un vecteur du nécessaire débats d'idées concernant ce pays. Soucieux de créer des synergies, l'Observatoire a d'ores et déjà acté des partenariats avec le Centre de recherche économique et social (BETAM) de l'Université de Bahçesehir d'Istanbul et avec le Club du Millénaire, association de réflexion créée à l'initiative d'étudiants d'universités françaises et étrangères.



PROGRAMME
**MOYEN-ORIENT/
AFRIQUE DU NORD**

Le programme de recherche Moyen-Orient/Afrique du Nord a pour fonctions de décrypter et de mettre en perspective des réalités politiques, économiques, sociales et géopolitiques mouvantes afin de fournir des clés de compréhension et un cadre d'analyse et d'aide à la prise de décision à l'attention des multiples acteurs des relations avec les pays de la région concernée.

Ses champs d'intervention sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Depuis 2020, le continent africain a connu la troisième vague de coups d'État de la période post-indépendance. Les sept coups, qui ont respectivement eu lieu au Soudan, au Mali, en Guinée, au Burkina Faso, au Niger, au Tchad et au Gabon, se distinguent des vagues précédentes par leur caractère anti-occidental, anti-impérialiste et notamment anti-français. Cela a engendré des tensions avec la France, comme au Niger ou au Mali, d'où les troupes militaires françaises ont été obligées de partir. D'autre part, le recours à des groupes militaires étrangers pour sécuriser le pays, tel le groupe Wagner, après les coups au Mali et au Burkina Faso en particulier – on s'attend à ce qu'il en soit de même au Niger –, a suscité de multiples questions concernant l'intérêt des partenariats alternatifs en Afrique.

Alors que le rôle de la Russie et de la Chine en tant qu'alliance alternative en Afrique est souvent médiatisé, la politique de la Turquie en Afrique reste discrète. Membre observateur de l'Union africaine depuis 2005, le président turc – précédemment Premier ministre – réalise chaque année une tournée africaine dans trois ou quatre États avec ses ministres et des hommes d'affaires. En effet, au cours de ces deux dernières décennies, le lien entre la Turquie et l'Afrique s'est considérablement développé de manière multisectorielle à travers les acteurs publics et privés, ce qui nous oblige à analyser cette relation et à considérer le rôle de la Turquie en tant que partenaire alternatif pour les pays africains.

Bien que cette ambition d'une politique africaine a initialement été élaborée par la Turquie à la fin des années 1990 par le ministre des Affaires étrangères de l'époque, Ismail Cem, ce projet a dû être suspendu en raison de la crise économique violente de 1997 dans le pays. L'arrivée au pouvoir de l'AKP et du Premier ministre Erdoğan a revitalisé ce projet avec une nouvelle stratégie. Particulièrement depuis 2005, l'AKP en collaboration avec son allié de l'époque, la confrérie de Fethullah Gülen – aujourd'hui considérée comme une organisation terroriste par le même gouvernement –, a tenté d'accélérer ce processus et a développé les liens de la Turquie avec l'Afrique. Certes, la confrérie Gülen, agissant comme une organisation non gouvernementale, a considérablement contribué à ouvrir la voie aux investissements et à l'exercice de l'influence turque sur le sol africain. Lorsque ces deux parties ont connu une rupture irréconciliable en 2016 avec une tentative de coup d'État le 15 juillet, que les Gülenistes ont été accusés d'avoir organisé, d'autres institutions étatiques ou privées les ont remplacés. Deux décennies de pouvoir avec une majorité absolue au parlement et la mise en place du système présidentiel ont permis à Erdoğan d'établir une continuité stable au niveau de cette politique.

STRATÉGIE POLITIQUE ET DIPLOMATIQUE

L'aspect politique et diplomatique de cette stratégie africaine de la Turquie est certainement la facette la plus apparente. En plus de devenir membre observateur de l'Union africaine en 2005, la Turquie signe un accord de partenariat stratégique et organise le premier sommet de coopération Turquie-Afrique à Istanbul en 2008. Ces premiers pas prometteurs entre les deux partenaires se sont réalisés à travers l'augmentation du nombre de représentations diplomatiques de la Turquie. Concrètement, la Turquie possédait 15 ambassades en Afrique jusqu'en 1994, dont celle en Somalie avait été fermée en raison de la guerre civile, ainsi que celles au Ghana et en Tanzanie pour des raisons d'austérité budgétaire. Alors que le pays avait donc 12 ambassades jusqu'en 2008, aujourd'hui elle en possède 44. Le **Tableau 1** permet de comparer ce nombre avec les autres puissances mondiales influentes au sein du continent.

Tableau 1 : Nombre de représentations diplomatiques en Afrique des pays influents sur le continent en 2023

Pays	Nombre d'ambassades
France	46
États-Unis	50
Belgique	24
Japon	37
Chine	53
Russie	44
Turquie	44

Un autre indicateur concret qui rend ce rapprochement politique entre les deux partenaires évident est l'augmentation considérable du nombre de visites diplomatiques. Depuis 2005, le Premier ministre de l'époque Recep Tayyip Erdoğan (qui deviendra président en 2014) et, par la suite, à partir de 2009 le président Abdullah Gül, ont réalisé presque 60 visites dans une trentaine de pays africains¹. Il faut souligner l'engagement personnel de Recep Tayyip Erdoğan

¹ Essoungnou, A.-M., « Offensive en Afrique », *Le Monde Diplomatique: Manière de Voir 1923-2023*, Octobre 2023, p.61.

dans la progression de cette relation, puisqu'il est le chef d'État non africain à avoir visité le plus grand nombre de pays en Afrique. L'impact positif de ces évolutions politiques et diplomatiques entre la Turquie et l'Afrique est à prendre en compte également. Ainsi l'élection de la Turquie au poste de membre non-permanent du Conseil de sécurité à l'ONU pour la période 2009-2010. Au cours de cette période, 151 pays sur les 192 États membres des Nations Unies ont voté en faveur de la Turquie lors d'un scrutin secret. Les pays africains ont apporté une contribution majeure en fournissant les votes de 53 États. Pour sa part, le président Erdoğan, qui conteste la domination occidentale, revendique un siège de membre permanent pour l'Afrique au Conseil de sécurité de l'ONU.

STRATÉGIE MILITAIRE ET GÉOSTRATÉGIQUE

À côté de ces atouts diplomatiques apportés par ce rapprochement politique, il y a un niveau militaire et géostratégique de cette stratégie africaine de la Turquie qui intensifie sa présence sur le continent. Il y a d'abord la coopération militaire déterminée par les intérêts géostratégiques comme en Libye, où la Turquie cherche à maintenir la stabilité pour affirmer ses revendications en matière de gisement gazier en Méditerranée orientale. La signature d'un accord en 2019 entre le gouvernement légitime de Tripoli et la Turquie a permis de renforcer les droits de la zone maritime exclusive de ce dernier. Cela s'est également traduit par une présence militaire considérable de l'armée turque en Libye depuis cette date² pour assurer le pouvoir du gouvernement reconnu par l'ONU et la protection de ses intérêts en Méditerranée orientale. Il s'agit également d'une présence encore plus forte de l'armée turque avec une base militaire en Somalie qui profite de l'expérience de la Turquie quant à la lutte contre la guérilla et les insurrections. Effectivement, la politique d'encadrement de l'armée somalienne est le résultat d'un investissement politique qui remonte à l'engagement intense d'Erdoğan depuis 2011 dans ce pays, considéré comme l'archétype de l'État failli duquel la communauté internationale s'était désinvestie. En plus, pour la Turquie qui a l'ambition de s'affirmer sur le marché mondial des ventes d'armes, notamment par ses drones qui se sont imposés lors des guerres au Haut-Karabakh, en Ukraine, en Libye et en Syrie, le continent africain se présente comme une opportunité pour exporter son savoir-faire militaire. De nombreux pays africains achètent en effet du matériel de défense turc. Du point de vue africain, les armes turques sont bon marché et permettent de réduire leur dépendance

² Yüksel, E. "Turkey's interventions in its near CRU Policy Brief abroad: The case of Libya", *Clingendael*, 2021. Accessible sur : https://www.clingendael.org/sites/default/files/2021-09/Policy_brief_Turkeys_interventions_near_%20abroad_The_case_of_Libya.pdf

par rapport aux puissances occidentales qui sont économiquement et politiquement plus exigeantes. Le Tchad, l'Éthiopie, le Niger, ont ainsi tous acheté des drones Bayraktar. Le Niger, dont la stabilité est cruciale pour assurer les intérêts stratégiques d'Ankara en Libye, a acquis 6 drones, de nombreux véhicules blindés et un avion HÜRKUŞ en décembre 2022. Alors que l'Angola et le Rwanda restent toujours sur la liste d'attente pour ce qui concerne les drones, les avions turcs HÜRKUŞ, dont la création est récente, sont également très demandés en Afrique, ce qui confirme l'opportunité que ce continent offre à l'industrie militaire turque³. De plus, si la Turquie n'est pas exigeante quant à ses conditions politiques, elle est d'autant moins exigeante en ce qui concerne la façon dont ces armes sont utilisées. Notamment en Éthiopie, qui possède des drones Bayraktar, la violence employée a coûté la vie à des centaines de civils. Les questions éthiques ne sont pas les seuls problèmes qui se posent à ce sujet. L'utilisation des drones turcs au sein des conflits locaux et parfois leur capacité à faire basculer les conflits ont le potentiel de rendre la tâche d'Ankara difficile, puisque jusqu'à présent elle surtout voulu mettre en avant sa puissance « douce » au sein du continent.

De plus, la place que la personnalité de Recep Tayyip Erdoğan occupe dans la politique africaine est une faiblesse autant qu'une force. Bien que les liens personnels solides que certains leaders en Afrique entretiennent avec R. T. Erdoğan aient jusqu'à maintenant bénéficié à la Turquie, comme au Liberia avec George Weah qui partage une carrière de footballeur avec le président turc, cette situation crée aussi des fragilités. D'une part cela met en question la capacité de la Turquie à maintenir le même niveau de relation lors d'un futur changement de gouvernement à Ankara. D'autre part la même question se pose lorsque le gouvernement d'un pays africain est renversé par un coup d'État. Tandis que les régimes putschistes anti-occidentaux présentent une opportunité pour la Turquie de devenir un partenaire alternatif, ceci met Erdoğan dans une situation difficile quant au jugement des principes. Lui-même ayant souffert de tentative d'un coup d'État, en 2016, il n'apprécie peut être pas l'établissement de liens forts avec des putschistes. Cette situation s'est particulièrement révélée au Niger. Pendant qu'une junte qui cherche à s'allier avec d'autres puissances que la France a été bien accueillie par la Russie, la Chine et quelques autres, Erdoğan a longtemps gardé le silence jusqu'à ce qu'il ait fait appel à un ordre constitutionnel et à un gouvernement démocratique au Niger en septembre 2022. Il a néanmoins réussi à maintenir une position pragmatique au Mali en étendant son influence dans le pays depuis le coup en 2020. Il faut en outre souligner que la Turquie exerçait déjà une influence importante dans ce pays et forme des militaires maliens depuis 2010.

³ Dedet, J, « Armes turques en Afrique, la fabrique d'un succès », *Jeune Afrique*, 15 octobre 2023. Accessible sur : <https://www.jeuneafrique.com/1483514/politique/armes-turques-en-afrique-la-fabrique-dun-succes/>

Pour terminer cette analyse concernant la présence turque en Afrique sur le plan politique, diplomatique, militaire et géostratégique il faut insister sur un défi important : la crise économique sévère qui frappe la Turquie depuis 2018. Bien que la Turquie renforce ses liens avec les pays africains et que des opportunités se manifestent avec le retrait de la France, ses limites budgétaires ne lui présentent pas suffisamment de moyens pour remplacer la France.

STRATÉGIE ÉCONOMIQUE

Du point de vue économique des liens entre la Turquie en Afrique, il est clair qu'un rapprochement politique a également amplifié les échanges économiques entre les partenaires. Le volume des échanges commerciaux entre la Turquie et l'Afrique a été multiplié par 8 en vingt ans : de 5,4 milliards de dollars en 2003, il a atteint 40,7 milliards de dollars en 2022⁴. La guerre en Ukraine a finalement renforcé cette coopération entre les deux parties quand la Turquie a modéré les discussions de l'accord céréalier de juillet 2022 qui a permis d'éviter une crise alimentaire sur le continent. En effet, cette coopération économique repose sur plusieurs secteurs économiques en faveur des deux parties. Une locomotive apparente de cette coopération est certainement Turkish Airlines qui reste la compagnie aérienne non-africaine qui dessert le plus grand nombre de destinations sur le continent, 62 aéroports dans 40 pays. La compagnie facilite ainsi les voyages d'acteurs publics et privés et établit la connexion physique entre le continent et la Turquie.

Le secteur qui a surtout profité des rapprochements diplomatiques et politiques est le secteur de la construction. C'est à ce titre que les entreprises turques sont en compétition avec la Chine et la France pour la construction d'infrastructures telles que des routes, des complexes commerciaux ou sportifs. Selon les derniers chiffres, il est estimé qu'il s'agit de 1835 projets d'infrastructures pour une valeur d'environ 85 milliards de dollars⁵. Les activités économiques sur le continent africain représentent une part importante des activités internationales pour les entreprises turques de construction : il est estimé qu'elles ont encaissé plus de 10 milliards de dollars grâce à 223 projets menés en Afrique subsaharienne depuis les années 1990⁶. Ce qui rend les produits turcs plus attractifs pour les partenaires africains, selon les

⁴ Aktaş, T, « Türkiye-Afrique : Le volume des échanges commerciaux a été multiplié par 8 en 20 ans », *Anadolu Ajansı*, 20 Septembre 2023. Accessible sur : <https://www.aa.com.tr/fr/%C3%A9conomie/turkiye-afrique-le-volume-des-%C3%A9changes-commerciaux-a-%C3%A9t%C3%A9-multipli%C3%A9-par-8-en-20-ans/2996443>

⁵ Dedet, J, « La Turquie en Afrique, ou l'art de la souplesse », *Jeune Afrique*, 13 Octobre 2023. Accessible sur : <https://www.jeuneafrique.com/1482980/politique/la-turquie-en-afrique-ou-l-art-de-la-souplesse/#:~:text=R%C3%A9sultat%2C%20les%20%C3%A9changes%20commerciaux%20entre,de%20dollars%20ont%20%C3%A9t%C3%A9%20r%C3%A9alis%C3%A9s>

⁶ Anderson, M, « Construction : comment Ankara pousse ses pions en Afrique », *Jeune Afrique*, 24 Octobre 2016. Accessible sur : <https://www.jeuneafrique.com/mag/365419/economie-entreprises/construction-ankara-pousse-pions-afrique/>

intermédiaires turcs, réside dans le rapport qualité-prix plus favorable, la proximité géographique facilitant les opérations logistiques, et la fiabilité des services après-vente qui établit un avantage concurrentiel sur les Chinois et les Indiens. Ceci explique également pourquoi le président et les ministres turcs sont souvent accompagnés par les hommes d'affaires lors de leurs visites en Afrique. Alors que la pandémie a eu un impact négatif sur le commerce mondial, l'effet contraire s'est manifesté dans les relations turco-africaines, surtout en ce qui concerne le domaine médical. L'envoi des vaccins de fabrication turque, le Turkovac, au continent africain n'a fait qu'approfondir les liens mutuels.

Néanmoins ces échanges économiques restent à nuancer : ils sont assez inégalement répartis sur le continent. Certaines régions comme l'Éthiopie et l'Afrique du Nord pèsent davantage dans le bilan économique de la politique africaine de la Turquie.

STRATÉGIE CULTURELLE ET *SOFT POWER* TURC EN AFRIQUE

Pour finir cette analyse des stratégies africaines de la Turquie, il faut aussi considérer l'ampleur de la sphère d'influence à travers les liens culturels et humanitaires qui ont été établis entre les deux partenaires. En ce qui concerne certains pays d'Afrique, notamment du Nord, à l'exception du Maroc, la Turquie partage des liens historiques par son passé ottoman. Même si la présence ottomane a été beaucoup plus limitée en Afrique subsaharienne, le long du littoral de la Corne de l'Afrique et au Soudan, la Turquie fournit des efforts pour construire et renforcer des liens culturels. La restauration d'une mosquée ottomane du 19^e siècle au Soudan⁷ illustre le propos. Cependant, les autorités turques ne cessent de souligner que leur lien historique se distingue fondamentalement des liens historiques qu'ont entretenus les puissances ex-coloniales.

Fahrettin Altun, responsable des médias et de la communication de la présidence turque, a défini l'approche des puissances ex-coloniales envers le continent comme « artificielle ». Alors que la Turquie a adopté une approche « plus sincère » et « humanitaire » selon les ministres et le président, qui tentent de dessiner le cadre positif à la présence culturelle turque. En ce sens, les aides humanitaires et de développement renforcent les liens entre les deux partenaires et tentent d'établir une bonne image de la Turquie. TİKA (*Türk İşbirliği ve Koordinasyon Ajansı*, Agence turque de coopération et de développement) assume ce rôle en entretenant des activités humanitaires à travers 22 bureaux en Afrique et en exécutant plus

⁷ Uluysurt, A. and Abakar, A.Y, « Afrika'nın kapısı: Sevakın Adası », *Anadolu Ajansı*, 26 Decembre 2017. Accessible sur : <https://www.aa.com.tr/tr/dunya/afrikanin-kapisi-sevak-in-adasi/1015097>

de 1 800 projets entre 2017 et 2022, comme celui de la restauration au Soudan. Or, l'élément le plus intéressant dans la présence turque en Afrique, c'est le rôle crucial que les acteurs de la société civile turque maintiennent, permettant de renforcer le « soft power » du pays, qui est considéré comme une force de pouvoir souvent plus efficace que le « hard power »⁸. L'exercice de ce « soft power » est surtout le cas en Afrique subsaharienne. En effet, dans cet aspect, comme précédemment mentionné, les organisations gülenistes étaient cruciales pour l'implantation de la présence turque sur le continent et la concrétisation de cette politique au niveau des États. Les membres de la confrérie Gülen ont adopté un rôle de quasi missionnaires dans leur démarche en fondant des écoles, des associations culturelles et des fondations caritatives. Même s'il n'existe pas de recherches sur la perception des Africains sur l'image de la Turquie pour mesurer l'effet de ces efforts culturels, le choix de milliers d'étudiants africains de poursuivre leurs études en Turquie donne une première idée de cette perception. Encouragés par les programmes de bourses gouvernementales permettant l'accueil et la formation en Turquie, 60 000 Africains, selon les autorités officielles turques en 2023, poursuivent leur formation en Turquie. Malgré le poids important que la confrérie Gülen a joué dans cette politique, l'alliance entre l'AKP et F. Gülen, s'est disloquée en 2016. Dans la période post-2016, où la confrérie a été perçue comme un groupe terroriste par l'État turc, les associations et établissements gülenistes ont été confisqués ou fermés par la Turquie. Les écoles administrées par les gülenistes sont désormais dirigées par Maarif Vakfi, une fondation publique qui poursuit ses activités dans 25 pays africains en formant plus de 17 000 élèves. Il reste prématuré de considérer les effets de ce changement, mais désormais la confrérie de Fethullah Gülen n'est ni le seul acteur privé turc ni la seule confrérie religieuse sur le continent. D'autres ordres religieux, comme les Nakşibendi, les Süleymanîlar et Mahmut Hüdâî Vakfî sont également présents à travers les associations caritatives, éducatives et économiques. Cette présence constitue également une autre fragilité pour la politique turque en Afrique. En cas de divergences d'intérêt entre l'État et ces confréries religieuses, les investissements culturels turcs peuvent être réduits.

Un autre élément qui montre l'étendue de l'investissement culturel de la Turquie est la diffusion de la langue et de la culture turques via les instituts Yunus Emre, l'équivalent de l'Institut français, qui se multiplient à travers le continent. Or ces liens culturels partagent le même problème que les liens politiques et économiques : la crise qui est en train de frapper la Turquie risque d'affaiblir les investissements culturels, notamment dans les instituts financés par l'État tel Yunus Emre. Il faut remarquer ici que les liens culturels sont également renforcés par la religion en Afrique, surtout par l'œuvre de la Présidence des affaires

⁸ Nye, J.S. "Soft Power", *Foreign Policy*, (80), p. 153, 1990. doi:10.2307/1148580.

religieuses, Diyanet, qui se charge de construire des mosquées en Afrique et de former des cadres religieux africains en Turquie.

Au sein de cette présence culturelle turque en Afrique se trouvent également les médias. À côté des séries turques dont le succès est répandu en Afrique, TRT (*Türkiye Radyo Televizyon Kurumu*, Radio-télévision de Turquie) et l'agence de presse publique AA (*Anadolu Ajansı*, Agence Anadolu) jouent un rôle central dans le renforcement du *soft power* turc et du rapprochement culturel des partenaires. Effectivement, un premier « sommet des médias » Turquie-Afrique s'est tenu à Istanbul en 2022 afin de former les journalistes à travers le continent. De plus, AA a dorénavant établi des bureaux régionaux à Khartoum (Soudan) et à Abuja (Nigeria), a envoyé des représentants au Sénégal, au Cameroun, en Afrique du Sud et en Somalie et possède des correspondants dans plus de 30 pays. Quant à TRT, la chaîne publique qui diffusait déjà des émissions en arabe, en haoussa et en swahili depuis 2014, elle a mis en place la plateforme numérique TRT Afrika (en français, anglais, swahili et haoussa), qui a pour objectif de « se poser comme l'alternative à la rhétorique discriminatoire et négative qu'utilisent les médias occidentaux dans leur couverture de l'actualité africaine » selon Fahrettin Altun. Mehmet Zahid Sobaci, directeur de la TRT, décrit l'image que ces diffusions établissent comme « constructive et bienveillante » de « l'Afrique telle qu'elle est ». La chaîne de télévision turque NTR TV diffuse également au sein de 49 pays africains pour une audience d'environ 1 million de spectateurs des séries télévisées et des émissions de divertissement.

UNE OPPORTUNITÉ COMPORTANT DIFFICULTÉS ET DÉFIS À SURMONTER

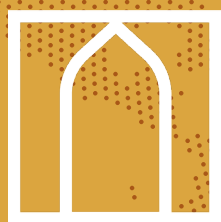
Pour résumer ces remarques, il est clair que la Turquie utilise depuis 2005 divers instruments pour renforcer ses relations avec les pays africains et élargir sa présence sur le continent. Du point de vue turc, cela représente une ouverture significative et réussie dans sa politique étrangère, actuellement entravée dans ses relations avec l'Union européenne et les États-Unis. Dans un contexte où les pays occidentaux font face à une accumulation de réactions négatives en Afrique, l'équilibre des pouvoirs sur le continent est susceptible de subir des changements significatifs. La désillusion envers les acteurs occidentaux a ouvert une fenêtre d'opportunité que la Chine et la Russie exploitent visiblement. Cependant, à travers cette analyse, nous pouvons observer que la Turquie a également commencé à créer une sphère d'influence et est actuellement l'un des pays influents du continent, après la France et la

Chine. Ce qui rend sa présence particulière, c'est son profil plus discret, à l'abri des risques, axé notamment sur les domaines diplomatiques, commerciaux, culturels et humanitaires, sans négliger sa puissance militaire. Il faut également préciser le potentiel énergétique de l'Afrique⁹. Si le continent pouvait surmonter ses propres défis, ceci peut ouvrir une autre fenêtre d'opportunité pour la Turquie qui est extrêmement dépendante des sources étrangères pour satisfaire sa demande intérieure¹⁰. Du point de vue africain, il est évident que ce partenariat avec la Turquie revêt une importance stratégique pour les pays qui cherchent à diversifier leurs relations au-delà des partenaires occidentaux, usses ou chinois. Tout en bénéficiant de ces avantages politiques et concurrentiels sur le plan économique, notamment grâce à des produits moins chers et à sa proximité, Ankara devra ainsi consolider la présence turque en Afrique et également surmonter des difficultés et relever des défis. Mentionnée à plusieurs reprises, la crise économique risque de restreindre cette politique et la présence de la Turquie sur le continent. La dette publique et la politique d'austérité budgétaire frappent déjà le domaine public, notamment les investissements diplomatiques et culturels de la Turquie, et l'instabilité économique risque de ralentir les activités de certains acteurs publics sur le continent. En ce sens, la Turquie ne dispose pas des moyens pour remplacer la France ou la Chine. Une deuxième faiblesse de la politique turque en Afrique à souligner est le poids de la personnalité du président Erdoğan dans la construction de ces liens, vulnérable aux changements de pouvoir au sein des deux parties, surtout en cas de coups d'État. En raison de cette faiblesse, il est important de rappeler que la concurrence est vive sur le continent, la Turquie n'étant pas le seul pays à chercher à étendre son influence. Malgré une expérience de deux décennies, le projet reste relativement récent, et la Turquie continue à découvrir l'Afrique et les relations complexes entre les différents segments des populations qui constituent la richesse du continent africain.

⁹ "Why Africa is poised to become a big player in energy markets", *The Economist*, 18 Juillet 2023. Accessible sur : <https://www.economist.com/interactive/middle-east-and-africa/2023/07/18/why-africa-is-poised-to-become-a-big-player-in-energy-markets>

¹⁰ La Turquie dépend à 74 % des ressources énergétiques étrangères pour subvenir à sa demande d'énergie selon les affirmations officielles : <https://www.mfa.gov.tr/turkeys-energy-strategy.fr.mfa>

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
MOYEN-ORIENT/
AFRIQUE DU NORD



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'événements.